

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 17 JUIN 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 24/385</b>  <b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE 200 000 € A L'ASSOCIATION "TVT INNOVATION" POUR LA GOUVERNANCE DU POLE MER MEDITERRANEE - ANNEE 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Robert CAVANNA, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/385**

**BUREAU DU 17 JUIN 2024**

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE  
FONCTIONNEMENT DE 200 000 € A L'ASSOCIATION  
"TVT INNOVATION" POUR LA GOUVERNANCE DU  
POLE MER MEDITERRANEE - ANNEE 2024 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission « Attractivité Economique et Développement Numérique » du 4 avril 2024,

**CONSIDERANT** la demande de l'association TVT INNOVATION pour l'octroi d'une subvention de Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 200 000 € pour la gouvernance du Pôle Mer Méditerranée en 2024,

**CONSIDERANT** que le Pôle Mer Méditerranée fédère 500 acteurs scientifiques et économiques autour de thématiques maritimes et littorales à forts enjeux sécuritaires et durables et que sa mission est de développer durablement l'économie maritime et littorale sur le bassin méditerranéen, en Europe et dans le monde en faisant émerger des projets innovants et en accompagnant le développement des entreprises,

**CONSIDERANT** que fort d'un bilan de la phase IV réussi et d'une base solide d'adhérents et de partenaires, le Pôle poursuit et renforce ses actions pour construire une économie bleue décarbonée et souveraine porteuse de croissance durable et d'emploi d'avenir via trois objectifs majeurs :

- Être un moteur de l'innovation, de la croissance industrielle et de la compétitivité des entreprises,
- Être un des principaux leviers de la politique maritime intégrée en relayant et déployant régionalement les politiques nationale et européennes,
- Être une référence internationale dans le domaine maritime et littoral et valoriser ses membres et ses territoires à travers la marque « Pôle Mer » en consolidant sa position de leader sur le bassin méditerranéen,

**CONSIDERANT** que le Pôle s'engage à mener le programme d'activités suivant en 2024 :

- Actions sur les filières stratégiques :
  - Défense – Sécurité et sûreté maritimes : l'innovation portera sur des sujets liés à l'acquisition et la transmission de données, la capacité de traitement et d'utilisation et d'interopérabilité des données maritimes massives, la dronisation de l'espace maritime et l'autonomisation de la mobilité. Actions spécifiques d'animation vers les PME de la BITD marine en lien avec la DGA et l'AID, participation aux activités de GIMNOTE. Labellisation de 4 projets. Accompagnement d'au moins 2 adhérents vers l'Europe. Création et/ou participation à un événement interpoles dans le domaine de la défense,
  - Naval et nautisme : organiser 4 réunions de groupe de travail ou journées techniques, mener des actions de développement de la compétitivité des chantiers et équipementiers, labelliser 5 projets, favoriser l'émergence et l'inscription de projet de R&D SMARTSHIP/GREENSHIP/SMARTYARD dans l'AMI de la Filière Stratégique Nationale des industriels de la mer, inciter les collaborations entre les acteurs du nautisme et ceux du transport maritime, accompagner au moins 2 adhérents vers l'Europe,
  - Ressources biologiques marines : faire connaître les AAP aux acteurs des filières halieutiques et aquacoles, viser la labellisation d'au moins 3 projets des thématiques pêche et aquaculture, faire émerger des projets s'inscrivant dans les dispositifs innovation de la Région SUD, accompagner la participation aux projets européens pilotés par le Pôle,
  - Littoral et environnement marin : contribuer à plusieurs mesures du Plan d'Action pour le Milieu Marin pour la Méditerranée occidentale, contribuer au plan climat régional « une COP d'avance » notamment sur la préservation et la restauration de la biodiversité marine, la conciliation entre économie maritime et environnement et l'adaptation des littoraux au changement climatique ; viser la labellisation d'au moins 6 projets innovants dans le cadre des appels à projets régionaux, nationaux et européens,
  - Ports, infrastructures et logistique : accompagnement de la place portuaire de TPM dans sa stratégie SMART et GREEN PORT, intégration des axes technologiques numérique et robotique et plus particulièrement la cybersécurité, le Big Data et l'IA, poursuite des démarches engagées avec l'action « Escales Zéro Fumée », participation aux Assises du Port du Futur, labellisation d'au moins 5 projets innovants,
- Gouvernance et Réseau :
  - Progression du nombre d'adhérents pour atteindre au moins 530,
  - Animation du réseau des membres, groupes de travail, journées techniques, actions collectives, accompagnements personnalisés,
- Actions Formation/Emploi : participer à l'émergence de nouvelles formations et adapter les formations existantes, analyser les besoins futurs du marché en identifiant les mutations économiques au moyen d'études de G.P.E.C. les compétences en tension et les besoins en qualifications, promouvoir les métiers de la mer et les formations lors d'événements dédiés,
- Evènements et International : SeaFuture, Sea Asia, Pollutec, Missions Inde, E.A.U., Koweït, Côte d'Ivoire, Canada, Ecosse, Egypte. Accompagnement des membres aux salons internationaux dont Euromaritime, Euronaval,

**CONSIDERANT** la convention de subventionnement ci-jointe,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ALLOUER** à l'association « TVT INNOVATION » une subvention de 200 000 € pour la gouvernance du Pôle Mer Méditerranée au titre de l'année 2024.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-jointe selon lesquels « TVT INNOVATION » s'engage notamment à communiquer, régulièrement, à Toulon Provence Méditerranée des bilans intermédiaires de l'activité du Pôle Mer Méditerranée sur le territoire de la Métropole.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2024, article 65748, opération 15.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



## **CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS**

**ENTRE**

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

**ET**

**L'ASSOCIATION « TVT INNOVATION »**

**AU TITRE DE LA GOUVERNANCE DU POLE MER MEDITERRANEE EN 2024**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9 représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision Métropolitaine n° DM du 2024,

ci-après désignée La Métropole,

**ET**

**L'association TVT Innovation**, agissant au nom du Pôle Mer Méditerranée ayant son siège au Technopôle de la Mer – 93 rue Forum de la Méditerranée – 83190 OLLIOULES, représentée par le président du Pôle Mer Méditerranée, Laurent MOSER, désignée ci-après TVT Innovation, habilitée à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés,

ci-après désignée L'Association,

### **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

En régions SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie et Corse, le Pôle Mer Méditerranée fédère 500 acteurs scientifiques et économiques autour de thématiques maritimes et littorales à forts enjeux sécuritaires et durables et que sa mission est de développer durablement l'économie maritime et littorale sur le bassin méditerranéen, en Europe et dans le monde en faisant émerger des projets innovants et en accompagnant le développement des entreprises,

Fort d'un bilan de la phase IV réussi et d'une base solide d'adhérents et de partenaires, le Pôle poursuit et renforce ses actions pour construire une économie bleue décarbonée et souveraine porteuse de croissance durable et d'emploi d'avenir via trois objectifs majeurs :

- Être un moteur de l'innovation, de la croissance industrielle et de la compétitivité des entreprises ;
- Être un des principaux leviers de la politique maritime intégrée en relayant et déployant régionalement les politiques nationale et européennes ;

- Être une référence internationale dans le domaine maritime et littoral et valoriser ses membres et ses territoires à travers la marque « Pôle Mer » en consolidant sa position de leader sur le bassin méditerranéen,

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

### **Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'activités défini à l'article 3 que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

### **Article 2 – Date d'effet et durée de la convention**

La présente convention est conclue à compter de sa notification et prendra fin à la date du mandatement du solde.

La présente convention est conclue pour l'année 2024 à compter de la signature de celle-ci.

### **Article 3 - Engagements de l'association**

L'association s'engage à mener le programme d'activités suivant en 2024 :

- Actions sur les filières stratégiques :
  - Défense – Sécurité et sûreté maritimes : l'innovation portera sur des sujets liés à l'acquisition et la transmission de données, la capacité de traitement et d'utilisation et d'interopérabilité des données maritimes massives, la dronisation de l'espace maritime et l'autonomisation de la mobilité. Actions spécifiques d'animation vers les PME de la BITD marine en lien avec la DGA et l'AID, participation aux activités de GIMNOTE. Labellisation de 4 projets. Accompagnement d'au moins 2 adhérents vers l'Europe. Création et/ou participation à un événement interpoles dans le domaine de la défense ;
  - Naval et nautisme : organiser 4 réunions de groupe de travail ou journées techniques, mener des actions de développement de la compétitivité des chantiers et équipementiers, labelliser 5 projets, favoriser l'émergence et l'inscription de projet de R&D SMARTSHIP/GREENSHIP/SMARTYARD dans l'AMI de la Filière Stratégique Nationale des industriels de la mer, inciter les collaborations entre les acteurs du nautisme et ceux du transport maritime, accompagner au moins 2 adhérents vers l'Europe ;
  - Ressources biologiques marines : faire connaître les AAP aux acteurs des filières halieutiques et aquacoles, viser la labellisation d'au moins 3 projets des thématiques pêche et aquaculture, faire émerger des projets s'inscrivant dans les dispositifs innovation de la Région SUD, accompagner la participation aux projets européens pilotés par le Pôle ;
  - Littoral et environnement marin : contribuer à plusieurs mesures du Plan d'Action pour le Milieu Marin pour la Méditerranée occidentale, contribuer au plan climat régional « une COP d'avance » notamment sur la préservation et la restauration de la biodiversité marine, la conciliation entre économie maritime et environnement et l'adaptation des littoraux au changement climatique ; viser la



labellisation d'au moins 6 projets innovants dans le cadre des appels à projets régionaux, nationaux et européens;

- Ports, infrastructures et logistique : accompagnement de la place portuaire de TPM dans sa stratégie SMART et GREEN PORT, intégration des axes technologiques numérique et robotique et plus particulièrement la cybersécurité, le Big Data et l'IA, poursuite des démarches engagées avec l'action « Escales Zéro Fumée », participation aux Assises du Port du Futur, labellisation d'au moins 5 projets innovants.
- Gouvernance et Réseau :  
Progression du nombre d'adhérents pour atteindre au moins 530.  
Animation du réseau des membres, groupes de travail, journées techniques, actions collectives, accompagnements personnalisés.
- Actions Formation/Emploi : participer à l'émergence de nouvelles formations et adapter les formations existantes, analyser les besoins futurs du marché en identifiant les mutations économiques au moyen d'études de G.P.E.C. les compétences en tension et les besoins en qualifications, promouvoir les métiers de la mer et les formations lors d'évènements dédiés.
- Evènements et International : SeaFuture, Sea Asia, Pollutec, Missions Inde, E.A.U., Koweït, Côte d'Ivoire, Canada, Ecosse, Egypte. Accompagnement des membres aux salons internationaux dont Euromaritime, Euronaval.
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **Article 4 – Engagements de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association TVT Innovation, agissant au nom du Pôle Mer Méditerranée à hauteur de 200.000 euros pour la gouvernance du Pôle Mer Méditerranée conformément au budget prévisionnel joint à la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024, fonction 61, opération 15, article 65748.

Le concours de la Métropole apporté à la réalisation du projet porte sur 5,72 % du montant total des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

#### **Article 5 – Modalités de versement de la subvention**

La participation financière de 200.000 euros sera versée à l'association TVT INNOVATION selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit 140.000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 60.000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - ✓ Un rapport annuel d'activités,
  - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable, bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier recommandé avec avis de réception.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **Article 6 – Obligations financières et comptables de l'association**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **Article 7 – Contrôles par les services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **Article 8 - Evaluation de l'action,**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder, en fin d'exercice, à une évaluation du projet sur la base de critères :

*Quantitatifs : nombre d'adhérents du Pôle, nombre d'entreprises et nombre de personnes accueillies aux événements organisés par le Pôle, nombre d'entreprises accompagnées dans l'année, nombre de projets innovants labellisés et montants des financements, nombre de projets structurants labellisés.*

*Qualitatifs : événements organisés dont liste sur TPM, missions de prospection à l'étranger.*

Ces indicateurs devront figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires

## **Article 9 – Sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

#### **ARTICLE 10 : Modification de la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 11 : Renouvellement**

La convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

#### **ARTICLE 12 : Assurance et responsabilités**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.  
En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

### **ARTICLE 13 : Politique de gestion des données personnelles**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux de huit pages chacun

A Toulon, le

Pour TVT Innovation

Pour Toulon Provence Méditerranée

Le Président  
Pôle Mer Méditerranée  
Laurent MOSER

Le Président  
Jean-Pierre GIRAN

Millésime : Année 2024

## Charges

<b>60 - ACHATS</b>	<b>13 808,00 € TTC</b>
Achats matières et fournitures	11 608,00 €
Autres fournitures	2 200,00 €
<b>61 - SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>944 676,00 € TTC</b>
Locations	159 394,00 €
Entretien et réparation	79 832,00 €
Assurance	23 330,00 €
Documentation	682 120,00 €
Précisions	Ce poste comporte : - Consultants 19 800 € - Sous-traitant 303 383€ - Manifestations 358 937 €
<b>62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>843 687,00 € TTC</b>
Rémunérations intermédiaires et honoraires	461 398,00 €
Précisions	Dont mises à disposition gratuites et onéreuses
Publicité, publication	69 819,00 €
Déplacements, missions	249 007,00 €
Services bancaires, autres	63 463,00 €
<b>63 - IMPÔTS ET TAXES</b>	<b>15 839,00 € TTC</b>
Impôts et taxes sur rémunération	
Autres impôts et taxes	15 839,00 €
<b>64 - CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>1 647 552,00 € TTC</b>
Rémunération des personnels	1 647 552,00 €

## Produits

<b>70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES</b>	<b>909 686,00 €</b>
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	909 686,00 €
<b>73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION</b>	<b>0,00 €</b>
Dotations et produits de tarification	
<b>74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 780 712,00 €</b>
Etat (précisez le(s) ministères, directions ou services déconcentrés sollicités) *	185 000,00 €
Précisions	DGA AID et Etat sur opérations
Métropole TPM *	200 000,00 €
Conseil(s) Régional(aux) *	870 746,00 €
Précisions	Région SUD, OCCITANIE
Conseil(s) Départemental(aux) *	0,00 €
Communes *	30 000,00 €
Précisions	Villes de Marseille et Sète
Communauté de communes ou d'agglomération *	119 999,00 €
Précisions	NCA, MAMP, CAPA 3M
Organismes sociaux (CAF, etc) Détailler *	0,00 €
Fonds européens (FSE, FEDER, etc) *	374 967,00 €
L'agence de services et de paiement (emplois aidés) *	0,00 €
Autres établissements publics *	0,00 €

Charges sociales		Aides privées (fondation) *	0,00 €
Autres charges de personnel			
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00 € TTC	75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	528 795,00 €
Autres charges de gestion courante	0,00 €	756 - Cotisations	419 545,00 €
66 - CHARGES FINANCIÈRES	9 606,00 € TTC	758 - Dons manuels	109 250,00 €
Charges financières	9 606,00 €	Précisions	Financement à définir
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00 € TTC	76 - PRODUITS FINANCIERS	0,00 €
Charges exceptionnelles		Produits financiers	
68 -DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	20 636,00 € TTC	77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00 €
Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	20 636,00 €	Produits exceptionnels	
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (IS), PARTICIPATION DES SALARIÉS	0,00 € TTC	78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0,00 €
Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés		Reprise sur amortissements et provisions	
86 - EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0,00 € TTC	79 - TRANSFERT DE CHARGES	276 611,00 €
860 - Secours en nature		Transfert de charges	276 611,00 €
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		Précisions	Mises à disposition gratuites
		87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0,00 €
		870 - Bénévolat	135 135,00 €
		871 - Prestations en nature	
TOTAL CHARGES 3 495 804,00 € TTC		TOTAL PRODUITS 3 495 804,00 €	
Compléments précisions charges		Compléments précisions produits	